

L'inclusion financière selon la RBI recouvre un train de mesures permettant aux populations vulnérables d'avoir accès aux services financiers appropriés à moindre coût, condition indispensable pour une croissance plus inclusive. Le but de l'inclusion financière consiste à élargir les perspectives de développement tout en réduisant l'économie informelle et la vulnérabilité aux chocs. Une très forte inclusion financière modifie le comportement des firmes et des consommateurs et renforce la transmission de la politique monétaire. Selon Mehrotra et Yetman (2015), l'inclusion financière revêt une importance capitale pour les banques centrales pour plusieurs raisons. Premièrement, l'inclusion financière a un impact sur la croissance de long terme et la réduction de la pauvreté. Un plus grand accès aux instruments financiers appropriés permet aux populations vulnérables d'investir dans des actifs physiques, dans l'éducation et de contribuer ainsi à la réduction des inégalités entre les différentes couches de la société. Deuxièmement, l'inclusion financière a des implications importantes pour la politique monétaire. Une forte inclusion financière accroît l'efficacité de la politique monétaire. En effet dans le secteur informel, les canaux de transmission de la politique monétaire sont inefficients car les agents économiques dans ce secteur prennent des décisions indépendamment des actions des banques centrales. En faisant passer l'épargne du secteur informel de l'économie vers le secteur formel, l'inclusion financière permet aux autorités monétaires de rendre plus opérationnels leurs instruments que ce soit en matière de lutte contre l'inflation ou de soutien à la croissance ou encore de contrôle du crédit.

En Inde le constat sur l'inclusion financière est accablant. En effet sur une population totale de 1,267 milliards de personnes selon les données de la Banque mondiale, à peine 35% de la population (environ 443 millions de personnes) ont accès aux services financiers et seulement 8% de la population indienne (un peu plus de 100 millions de personnes) ont accès au crédit (Banque mondiale, 2015). Ce fort niveau d'exclusion financière limite l'efficacité de la politique monétaire.

L*e faible niveau d'inclusion financière en Afrique empêche le secteur financier de jouer pleinement son rôle en faveur de la croissance, de la lutte contre la pauvreté et de la réduction des inégalités.*

Il est aujourd'hui largement reconnu que l'inclusion financière joue un rôle déterminant dans la réduction de l'extrême pauvreté, la stimulation de la prospérité partagée et le soutien d'un développement inclusif et durable (Banque mondiale, 2014).

Les recherches récentes s'appuyant sur des données plus fiables sur l'inclusion financière ont montré qu'en Afrique, la plupart des particuliers et des entreprises souffrent d'un manque d'accès aux services et aux produits financiers.

Alors qu'il existe de nombreuses barrières au développement de l'inclusion financière, le coût des services financiers est perçu comme un facteur essentiel entravant le développement financier dans la région.

Bien que le contrôle et la réglementation des taux d'intérêt traduisent un engagement ferme des gouvernements pour la réduction du coût du crédit, ces mesures n'assurent pas de plus faibles taux à long terme et peuvent même nuire à l'inclusion financière